

FORUM
MAGAZINE

2016-2017

Une publication annuelle du
Mouvement International des étudiants Catholique (MIEC Pax Romana)

"L'EDUCATION DONT NOUS AVONS BESOIN"

Bureau International

7 Impasse Reille, 75014, Paris France

The background of the page features a series of black silhouettes of people climbing a rope. The silhouettes are arranged in a vertical line, with each person appearing to be in a different stage of the climb, from a crouching start to a full pull-up. The background is a soft, hazy sunset or sunrise sky with a gradient from light to dark. The overall mood is one of effort and upward movement.

SOMMAIRE

Edito.....	1
Apprendre à penser de façon critique.....	2
L'ère du numérique et les nouvelles Inégalités dans l'éducation	3
Education, ODD, OMD, et quoi d'autre ?.....	4
L'éducation dont nous avons besoin.....	5
ODD pour le peuple: le plaidoyer mené par les jeunes pour un futur durable.....	6
« Qualité » dans les institutions d'éducation tertiaire? Une contribution philosophique....	8
L'éducation à l'époque du néolibéralisme.....	9
Mon droit d'apprendre.....	12
L'éducation comme progrès social.....	14
Inégal accès à l'éducation au Bangladesh.....	15
Le cercle vicieux: une éducation qui entretient des "suiveurs" et non des "penseurs"	16
Le MIEC et l'éducation pour la durabilité.....	18



Chers membres du MIEC Pax Romana, notre famille mondiale et chers lecteurs,

De quelle éducation la jeunesse de notre époque a-t-elle besoin !

Cette question est aussi vieille que l'humanité mais se pose encore avec plus d'acuité avec la crise de leadership¹, la précarité, les violations énormes des droits humains, la stigmatisation religieuse et raciale, les diverses formes d'inégalités, etc. qui s'accroissent de jours en jour. Nous avons choisi de nous exprimer sur ce sujet pour dire le lien entre l'accès à la connaissance et le développement, donc les injustices sociales, l'exercice du leadership

Cela ne peut donc nous laisser indifférent à la nature, aux conditions et au contenu de l'enseignement reçu dans nos universités de par le monde. C'est de plus une invitation à la compréhension du sens profond de l'éducation de son rôle. Pourquoi allons-nous à l'école ? La connaissance est-elle une fin en soi ou un moyen ? si c'est un moyen, à quoi dit-elle nous amener ? quelles alternatives pour la grande fragmentation de la connaissance dans nos universités ?

Le magistère de l'église Catholique a donné une réponse qui est restée constante depuis le temps et qui revient au développement intégral de l'homme. Il s'agit alors pour les universités d'aider les étudiants à développer un esprit critique, un esprit libre, capable de protéger le monde d'aujourd'hui² pour lequel Dieu nous fait héritier et co-créateur.

1. Pape François, *Laudato Si*, N°105 ; le Huffington post évoquait aussi les confrontations entre les leaders politiques et créant la misère http://www.huffingtonpost.com/alon-benmeir/the-global-crisis-of-lead_b_9749620.html

2. Pape François, *adresse au monde de l'école et de l'université*, Université Pontificale de Quito, Équateur, 2015 (http://w2.vatican.va/content/francesco/fr/speeches/2015/july/documents/papa-francesco_20150707_ecuador-scuola-universita.html)

3. Pape François, *Laudato Si*, 2015

4. Pape François, *Evangelii Gaudium*, 2013

5. Pape François, *adresse au monde de l'école et de l'université*, Université Pontificale de Quito, Équateur, 2015 (http://w2.vatican.va/content/francesco/fr/speeches/2015/july/documents/papa-francesco_20150707_ecuador-scuola-universita.html)

6. Pape François, *Amores Leatitia*, 2016

S'il est convenu qu'il y a un lien entre toute choses³ et que l'indifférence est une grande menace de notre époque⁴, la mission de l'université d'aujourd'hui mérite d'être questionnée dans la mesure où elle est appelée à faire un lien constant entre le besoin collectif et la sagesse nécessaire pour y répondre.

Pour le Pape François, il est temps de « ne pas voir un diplôme universitaire comme synonyme de statut supérieur, d'argent et de prestige social mais l'appréhender comme une marque de responsabilité accrue face aux problèmes actuels, aux besoins des pauvres, à l'environnement »⁵.

Les différents défis constants connus à divers endroits dans ce monde mettent à nue la grande illusion de la toute-puissance de la donne technologique et consumériste et invite à une réinvention de la mission de la connaissance transmise par l'éducation. Pour le MIEC Pax Romana, il n'y a pas plus important que de créer des leaders, intellectuels et jeunes professionnels non-enfermés dans leurs disciplines mais ouvert à leur environnement et aux besoins des hommes qui l'habitent avec une miséricorde renouvelée⁶.

Ce numéro de FORUM a le plaisir de vous présenter des articles venant de nos membres des 4 coins du monde et qui s'expriment sur divers sujets allant de la faiblesse des politiques éducatives aux inégalités née de l'ère du numérique, en passant par les aspects philosophiques de l'éducation.

Bonne lecture!

Edouard Karoue
Président international
MIEC Pax Romana



Apprendre à penser de façon critique

Il est dit que : « L'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde » (Nelson Mandela). Cependant, peut-on vraiment dire aujourd'hui que nous avons suivi son conseil, et que notre système éducatif est juste ? Sommes-nous satisfaits de notre enseignement supérieur ? Et que veut-on vraiment dire par « éducation » ?

Lorsque l'on parle d'éducation, on pense généralement à l'enseignement formel que l'on reçoit à l'école, au collège ou à l'université, et on a souvent tendance à oublier le côté informel de l'enseignement ; celui que l'on reçoit au sein d'une organisation de jeunesse par exemple. Ce n'est pas la même chose que l'enseignement que l'on reçoit à l'école ou à l'université, mais c'est pourtant bien le genre d'éducation qui nous enseigne les valeurs fondamentales de la vie : les traditions, le respect, la dignité, la confiance en soi ; et qui nous permet de nous construire individuellement.

On ne saurait nier que l'éducation formelle est cruciale pour notre développement personnel, mais celle-ci devrait également nous apprendre à tisser des liens sociaux. Au lieu de cela, les systèmes éducatifs nationaux ont tendance à diviser les personnes, à cause de leur religion, nationalité ou de leur sexe, par exemple. On oublie même souvent ce que l'on a ap-

pris à l'université, et ceci est probablement dû au fait que l'on ne comprend pas toujours le sens réel de l'enseignement que l'on reçoit, ni même le rapport avec notre vie quotidienne. L'éducation informelle quant à elle constitue une valeur sûre de la vie : on la transmet souvent à nos amis, à notre famille et à nos enfants ; puisqu'elle nous permet de réfléchir de manière critique.

Le fait d'intégrer ce type d'éducation dans l'enseignement supérieur serait relativement logique et contribuerait fortement au développement personnel des étudiants. Moins de cours formels, plus de travail de groupe et un mélange d'activités informelles permettrait aux étudiants de se construire une identité positive, et leur montrerait comment penser et non que penser. Il est aussi très important de continuer à travailler avec les jeunes, d'accueillir de nouveaux membres, de continuer à les inspirer et d'investir dans les organisations de jeunesse, puisqu'elles se trouvent être des plateformes solides où les jeunes peuvent s'émanciper et perfectionner leurs talents.

Il est essentiel d'apprendre à surmonter les moments difficiles de la vie : d'apprendre à relever les défis et d'apprendre à se connaître soi-même. Il est aussi important d'être autodidacte et d'acquérir des compétences de leadership pour pouvoir faire la différence ensuite et faire preuve de sens critique. Et c'est seulement à ce moment-là que nous serons véritablement en mesure d'utiliser l'éducation comme une arme pour changer notre monde.

Evelina Manola(Grèce)

Secrétaire Générale

MIEC Pax Romana



L'ère du numérique et les nouvelles

Inégalités dans l'éducation

L'explosion du numérique a été d'une grande innovation dans le monde de la connaissance et du développement. Elle marque le total renversement dans les rapports économiques, sociaux et voire politique pour le nombre de possibilité et parfois de facilité qu'elle occasionne ! elle marque un monde ouvert à tous où il est plus facile d'accéder aux connaissances, à la seule condition d'en avoir les moyens. Sans doute, les pays en voie de développement en face à des urgences pour assurer les droits élémentaires de leur population, voient un fardeau nouveau mais important à porter.

En 1993, lors du congrès de l'UNESCO¹ avec ses ONG partenaire, l'éducation et l'alphabétisation pour tous était au centre des discussions comme Objectifs à atteindre pour garantir l'avènement des citoyens de demain capable d'assurer le développement de leur pays. Dans ces débats comme plusieurs autre ayant eu lieu pour des années après, il était question de réfléchir au contenu de l'éducation et l'appréhender sous une nouvelle conception qui dépasse le seul cadre de l'école comme centre de concentration de la connaissance et dédié à l'éducation. Toutes ces réflexions portaient l'empreinte de la crise que traversait l'école qui a toujours été d'actualité à chaque époque². Aujourd'hui la question se pose autrement : l'analphabète de l'air du numérique est celui qui ne le connait que peu ou n'a pas accès à toutes les possibilités qu'il offre pour la compétitivité dans le domaine de l'éducation, de la recherche et du développement.

L'objectif 4 des ODD³ « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » est d'une ambition qui est à la mesure des défis mais aussi des injustices en matière d'accès aux numérique dans le domaine de l'éducation. Il renvoi à un grand effort de réduction des inégalités en matière d'accès à une éducation de qualité dont le fossé s'agrandi avec le développement technologique.

1. UNESCO, Citoyens de demain, 1994, Paris, France.

2. Déjà en 1971, Alberto Silva, relevait dans son ouvrage « L'école hors de l'école » les échecs de l'école et mettait les projecteurs sur les nouvelles alternatives d'éducation de masse.

3. Nations Unies, Objectifs du Développement Durable : Rapport 2015, New York, 2015.

En effet, aujourd'hui la qualité de l'éducation est plus souvent mesurée par l'usage des facilités liées aux technologies dans l'enseignement. Même dans l'enseignement primaire, certains pays introduisent déjà les tablettes (par exemple) dans l'enseignement tandis que le rapport des Nations Unies sur les ODD annonçait 57 millions en 2015 d'enfants non scolarisés de par le monde, avec des chiffres plus grands en Afrique malgré les efforts fournis. Les mêmes réalités peuvent être retrouvées dans le monde universitaire si on concède le fait que l'accès au numérique est condition centrale pour atteindre les standards internationaux en matière d'éducation. De quoi est alors faite le monde universitaire avec le numérique et qu'est-ce qui fonde l'injustice dont il est ici question ?

Les milieux universitaires d'ici et là : deux réalités évoquant l'inégalité

Contrairement à l'idée véhiculée, il faut noter que les technologies du numérique ou l'internet ne sont pas une fin en soi en matière d'éducation. Il y a des chercheurs qui ne trouvaient pas en elles un impact significatif sur la qualité de l'enseignement (Russel, 2001). Cependant, leur importance dans le domaine de l'enseignement de nos jours est une réalité à accepter. Pour d'autres chercheurs, il est juste de réfléchir aux conditions optimales de leur intégration réussie dans le système d'enseignement (Endrizzi, 2012). Leur importance dans l'enseignement est définie par les connaissances exclusives ou facilités auxquelles ils permettent d'accéder. C'est de nos jours des moyens incontestables d'accès à la connaissance. L'enseignement universitaire est caractérisé par des recherches scientifiques, des publications et réflexions dans domaines dont la qualité se nourri par l'accès facile aux bibliothèques en ligne, accès à la connexion internet de bonne qualité, usage de nouvelles applications de recherches, l'accès aux MOOC et formation en ligne, les enseignements par vidéoconférences, etc.

L'évolution rapide du numérique, son usage dans tous les domaines et sa quasi banalité en Occident accélère la vitesse d'apparition des nouveautés et l'exigence du renouvellement tant des ressources matérielles que des connaissances techniques et des ressources humaines. Presqu'à l'antipode de cette dynamique, la plupart des Universités publiques de pays en développement assurent difficilement l'exigence des formations de qualité conformes aux standards internationaux. On s'accorde sur le fait que l'éducation a nécessairement des objectifs tournés vers le local, mais les exigences actuelles de la globalisation et l'utilité du numérique présentent plus d'avantage que d'inconvénient pour la compétitivité des pays en développement.

Il se pose alors pour les universités (surtout publique) des pays en développement un problème d'équipement nécessaire pour une formation de qualité, donc compétitive. Le monopole qualité de la formation est détenu par les universités privées qui restent réservées à un cercle réduit d'étudiants pouvant supporter les frais de scolarité.

Il faut noter qu'en dehors de l'ampleur de la médiocrité des moyens techniques et financiers investis dans ce domaine, il se pose aussi le problème de la qualité des enseignants, qui devraient pouvoir connaître une transition technologique et pour l'actualisation de leurs connaissances.

Inégalités dans l'accès à la connaissance, une question à multiple facettes.

La réalité flagrante des inégalités sociales affectant directement la qualité de vie des populations et les crises sociopolitiques étouffent la réalité de l'injustice liée à l'accès à la connaissance. Elles s'illustrent sous forme d'un décalage entre le nord où les innovations et découvertes dans le domaine des sciences évolue à une vitesse exponentielle et le sud continuant d'héberger des populations luttant pour l'accès au droit élémentaire de l'éducation.

Les pays en développement, en dépit de leur retard, font face à une jeunesse de plus en plus exigeante, ambitieuse et en constante comparaison avec les standards des pays développés. Cela pousse à une recherche de formations spécifique à l'extérieur avec le risque de devenir une jeunesse décentrée et finalement constituer un manque à gagner pour leur pays d'origine. Tout ceci corse le défi pour les pays en développement qui ont finalement plusieurs fronts sur lesquels ils ont à assurer l'accès aux droits élémentaires, auxquels s'ajoutent les libertés fondamentales. Il se produit un paradoxe dans lequel on tente de briser le cercle vicieux des causes du sous-développement tout en étant prêt pour les urgences avec la tentation de considérer ces dernières comme plus importantes.

Les inégalités liées à l'ère du numérique sont une évidence et s'étendent sur de grandes questions relatives au développement des pays défavorisés. Il est important de redoubler l'attention à cette question qui creuse de plus en plus le fossé entre les mondes avec pour risque de ne voir qu'une partie attirer les meilleurs cerveaux de l'univers au détriment des pays qui en ont le plus besoin.

Cet article, loin d'être une analyse de fond, ambitionnait de susciter des réflexions plus précises en revenant sur des questions qu'il nous semble important de pérenniser.

Edouard Karoue (Togo)



Education, SDGs, MDGs, and what else?

Depuis que les premiers Hommes ont foulé cette Terre, l'apprentissage a été un facteur crucial dans notre survie et dans notre développement. L'éducation fait ses débuts au XVI^e siècle. Elle est alors le moyen d'assurer un enseignement universel de base pour les enfants de la communauté. Depuis lors, les gouvernements ont adapté leurs systèmes éducatifs dans le but de créer des normes qui devraient engendrer le progrès de nos civilisations, la paix, la stabilité et l'égalité. Pourtant, l'éducation n'est toujours pas accessible à tous. Selon la Banque mondiale, il y aurait toujours 121 millions d'enfants non scolarisés et plus de 770 millions de personnes analphabètes dans le monde ; et cela parce que soit ces enfants n'ont pas les moyens financiers nécessaires, soit ils n'y ont simplement pas accès. En outre, de nombreux élèves pourtant scolarisés ne sont pas préparés aux défis du XXI^e siècle, car bon nombre de nos systèmes éducatifs sont désormais désuets. L'analphabétisme et le manque d'accès à l'éducation n'ont pas leur place à notre époque. Par conséquent, les défis que nous devons relever à présent sont la diminution du coût de l'enseignement et l'amélioration de son accessibilité et de son niveau de qualité.

En effet, les facteurs d'un faible taux d'accès à l'éducation pour les enfants à travers le monde sont nombreux ; on pourrait citer, entre autres, le manque d'établissements et de programmes scolaires adaptés, de classes, d'enseignants dans certaines zones ; ou encore le racisme, le sexisme et les guerres civiles. De plus, de nombreux gouvernements n'octroient pas assez de fonds à ce secteur pour garantir sa stabilité et sa viabilité : tandis que la population mondiale grandit, le nombre d'enfants non scolarisés augmente. Ne pas permettre à ces jeunes d'accéder à l'enseignement dont ils ont besoin revient à détruire les chances des générations futures de manière volontaire. Quantité de gouvernements et d'organisations à but non lucratif font ce qu'ils peuvent pour apporter leur pierre à l'édifice, mais beaucoup reste à faire pour garantir à ces jeunes un niveau d'enseignement adéquat. Améliorer l'accès à l'éducation serait un bon début, mais cela ne suffira pas : les coûts liés à l'enseignement devront également être abaissés.

car il est évident que la pauvreté a son rôle à jouer dans ce problème. En effet, beaucoup de familles n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école, tandis que d'autres encouragent le travail des enfants pour pouvoir acheter des vivres. Cependant, même dans les pays industrialisés, l'éducation demeure parfois un privilège plutôt qu'un droit, et de nombreux étudiants se retrouvent couverts de dettes à la fois envers le secteur public et le secteur privé. Les frais scolaires susmentionnés ne cessent d'augmenter et sont la raison pour laquelle très peu de jeunes peuvent se permettre un enseignement supérieur. Afin d'éviter que les générations futures abandonnent le système éducatif pour des raisons pécuniaires, c'est aux gouvernements que revient la tâche de trouver des solutions plus abordables pour les familles, tout comme l'ont fait les gouvernements français, turc, suédois et allemand. Les pays industrialisés devraient aider les élèves à travers le monde à accéder à un enseignement à la fois meilleur et moins onéreux ; tel que l'a fait le Royaume-Uni en mettant des bourses d'études à la disposition de jeunes « pionniers » internationaux, pour leur permettre gracieusement de continuer à étudier dans des universités britanniques !

Nonobstant la question du coût de l'éducation, son niveau de qualité est aussi essentiel : une équation qui est donc difficile, mais pas impossible à résoudre. Aujourd'hui, quantité de gouvernements maintiennent en place des systèmes éducatifs qui n'aident pas les jeunes à s'insérer dans notre temps. Des systèmes tels que l'initiative *Common Core State Standards aux États-Unis, qui sont toujours en vigueur et limitent la part de connaissances et de compétences pourtant requises pour progresser dans nos sociétés modernes. L'éducation doit couvrir un programme plus social en favorisant la pensée critique, la résolution de problèmes, les études sociologiques et psychologiques et l'apprentissage libre et pratique.*

Dans un monde qui évolue rapidement, nous nous devons d'assumer davantage de responsabilités éducatives : partager nos connaissances avec autrui et améliorer la qualité de l'enseignement. L'éducation est un droit et refuser ce droit, c'est nuire à tous ceux qu'on laisse de côté. Il est vital de mettre ces changements en place le plus rapidement possible afin d'assurer la prospérité des générations à venir. Le monde dans lequel nous vivons a soif de changement, et, comme Nelson Mandela l'a lui-même déclaré : « l'éducation est l'arme la plus puissante qu'on puisse utiliser pour changer le monde. »

Sameh Kamel (Egypt)

Membre de l'équipe de plaidoyer au Nations Unies du MIEC



« (...) À quoi bon des poètes en temps de manque ? ». Le mot « temps » renvoie ici à l'époque à laquelle nous appartenons encore. Avec la venue et le sacrifice du Christ a commencé, pour l'expérience historique de Hölderlin, la fin du jour des dieux. C'est la tombée du soir (...).¹

L'éducation don't nous avons besoin

Notre temps, marqué par l'éloignement, par « l'absence de dieux », signifie que (selon les termes de Heidegger) nous vivons dans la nuit du monde. Désormais incapables de ressentir le manque de dieux comme un manque, nous demeurons suspendus dans l'abîme. Quelle réflexion urgente nous interroge ? Nos systèmes éducatifs feraient-ils des « suiveurs » et non des « penseurs » ?

L'Homme technocapitaliste a oublié l'Être, nous rappellera Heidegger. Descartes quant à lui, a introduit la certitude du Sujet ; et le capitalisme supposait que ledit Sujet était l'Être même, et que tout ce qui s'y rapporte devait se soumettre à lui. Est-ce que nous vivons dans un monde ? Certainement ; en tout cas un monde dans lequel les valeurs de production constituent un idéal, et où l'effet de vérité demeure caché. Le discours de la science nous détourne de la vérité ; et plus particulièrement lorsque nous ne sommes pas alertes.

« N'est-il pas possible (...) qu'un nouveau sol soit offert à l'Homme ? Un sol où l'Homme et ses œuvres puiseraient une sève nouvelle pour leur développement, au cœur même de l'âge atomique ? » (Heidegger, 1955, p.1)²

Préparer une demeure pour les dieux, l'Être comme lieu d'habitation de l'Être, suppose de prendre en compte les efforts que nous réalisons collectivement de tous côtés, avec l'éducation comme moyen pour y parvenir ; à condition qu'elle s'interroge elle-même et qu'elle comprenne que dans l'histoire du monde, la splendeur de la réflexion s'est éteinte, car elle nous a conduits à ne cultiver que la pensée calculante ; qui nous a privés du fondement (comme celui qui fonde) et qui a suspendu la dimension du sacré. L'époque sans fondement est suspendue au-dessus de l'abîme.

1. Heidegger, Martin. (1998). *Chemins qui ne mènent nulle part* (version espagnole) Madrid : Alianza Editorial. P.199

2. _____. (1994) *Sérénité* (version espagnole) P.4. Extrait de : <https://dialnet.unirioja.es/descarga/articulo/4895214.pdf>

« La pensée qui calcule ne s'arrête jamais, ne rentre pas en elle-même. Elle n'est pas une pensée méditante, une pensée à la poursuite du sens qui domine dans tout ce qui est. (...) La pensée qui médite exige parfois un grand effort. Elle requiert toujours un long entraînement. Elle réclame des soins encore plus délicats. »³

Nous sommes des sujets historiques que nous habitons dans un bain de langues ; langues administrées par l'éducation qui nous suit toute notre vie et fait de nous qui nous sommes. L'éducation, dans sa mission sociale, consiste à nous aider à penser et à différencier entre ces deux formes de pensée, pour prendre ce qui constitue le fondement en considération. Alors, l'éducation doit offrir aux jeunes, aux nouvelles générations, ce dont nous avons l'obligation de leur transmettre : les vraies valeurs qui servent de fondement à la vie. (Benoît XVI, 2007).

Si l'éducation nous conduit sur des chemins qui nous rappellent que notre sort (sans possibilité aucune d'exclusion géographique, ethnique, religieuse... suspendu par un fil psychique) nous permettra d'observer les choses avec calme, en nous ouvrant au mystère débouchant ainsi sur une perspective de nouvelle autochtonie ; l'attitude en vertu de laquelle nous restons ouverts au sens caché dans le monde technique, avec des attitudes qui vont de pair et qui nous accordent la possibilité de rester dans le monde d'une manière tout à fait différente. Elles promettent un sol neuf sur lequel nous pouvons Être et persister, au cœur du monde technique.

Une telle éducation nous rappellera que l'urgence consistera à effectuer un retour sur nous-mêmes, nous qui avons assumé une telle mission sociale, selon les paroles de Benoît XVI (2007) : celle de « proposer aux plus jeunes et de transmettre de génération en génération quelque chose de valable et de sûr, des règles de vie, une signification authentique et des objectifs convaincants pour l'existence humaine, que ce soit en tant que personnes ou que communauté » (p.3).

Luz Marina Monroy Flórez

Accompagnatrice d'équipes universitaires catholiques -EUC Colombie

Membre d'équipes de professionnels catholiques-MIIC Colombie

Psychologue, psychanalyste, professeur d'histoire de la musique.

3. Ibidem.

4. Benoît XVI. Discours au diocèse de Rome (2007) Extrait de : https://w2.vatican.va/content/benedict-xvi/es/speeches/2007/june/documents/hf_ben-xvi_spe_20070611_convegno-roma.html



Les ODD pour le peuple: le plaidoyer mené par les jeunes pour un futur durable

Au départ, les priorités

Aux Nations Unies, (ONU) on parle beaucoup de la nécessité de traduire les programmes de développement international dans une langue que les « gens ordinaires » pourraient comprendre ; une langue qui ait du sens pour « l'humain moyen », et pas seulement pour les mordus de politique. Maintenant que l'ère des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) est arrivée à sa fin et que nous sommes entrés dans l'ère du développement durable, il est plus important que jamais de fournir à l'humanité les outils nécessaires à la mise en œuvre d'une politique de développement international, afin de transformer les sociétés pour les Hommes, et pour la planète. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui comprend les Objectifs de Développement Durable (ODD), permettra à l'humanité de sauver le monde pour les générations à venir. Ce programme a été qualifié de « créateur de changement profond », car il est destiné à mettre un terme aux mauvaises actions et à instaurer un « changement de paradigme » dans la manière dont les Hommes se perçoivent les uns les autres, et par rapport à la Terre. Ce Programme de développement 2030 est également un programme « universel » ; une stratégie que tous les pays du monde pourraient adopter et mettre en œuvre, et pas seulement destinée aux « Pays du sud en développement ».

Nonobstant toutes les fantaisies contenues dans des termes comme « créateur de changement profond » et « universel » ; ainsi que toute la vertu associée au « changement de paradigme » susmentionné ; tout effort pour faire du Programme de développement durable à l'horizon 2030 un programme du Peuple restera vain si sa nature politique et technique éclipse son objectif véritable. Pour être un programme populaire, ce Programme doit être remis au Peuple. Il doit appartenir au Peuple. Et c'est certainement là que les jeunes peuvent faire toute la différence.

Les jeunes : Porte-drapeaux du Développement Durable

Alors qu'il était Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-Moon, avait qualifié les jeunes de « porte-drapeaux » du programme de développement durable. Il avait fait cette déclaration parce qu'il avait compris que la jeunesse possède les aptitudes, les compétences et la passion nécessaires pour faire des ODD et des cadres politiques internationaux connexes une réalité réalisable.

Sans avoir à discuter des truismes associés aux jeunes et à leur capacité à éduquer et à informer leurs pairs et ceux qui les entourent de manière créative ; il est clair que, de nos jours, les jeunes peuvent assumer la responsabilité d'assurer une meilleure compréhension du développement durable. Cela est particulièrement vrai des organisations au service des jeunes et menées par les jeunes, qui se trouvent être des facteurs essentiels de changement à tous les niveaux de la société. Ces organisations ont été particulièrement importantes dans la formulation et l'adoption des ODD, car elles en ont été les principaux intervenants et défenseurs sur le terrain, lors des négociations menées par le Grand Groupe des Nations Unies pour l'enfance et la jeunesse (MGCY ONU), l'espace officiel des Nations Unies pour la participation des jeunes à certains processus de politique intergouvernementale.

Le MGCY ONU et ses mouvements affiliés de jeunes sont parvenus à intégrer les priorités des jeunes du monde entier dans ces négociations. Le MGCY ONU est également devenu le tremplin grâce auquel les résultats des cadres de développement durable peuvent être plus généralement compris par l'ensemble de la population. Il s'agit d'un moment opportun pour les organisations comme MIEC et ses mouvements affiliés de jeunes leaders, de mettre leurs efforts en commun à tous les niveaux pour élargir l'influence de MGCY ONU et d'exposer de plus en plus de jeunes à l'importance d'une politique de développement durable et au changement nécessaire pour sauvegarder notre planète pour les générations à venir. Dans la mesure du possible, les dirigeants locaux et nationaux de MIEC devraient collaborer avec leurs responsables régionaux et avec l'Équipe Internationale pour s'assurer que tous les moyens sont mis en œuvre pour mieux faire connaître les ODD et les résultats d'autres processus clefs de la politique de développement durable de l'ONU. Une fois que nos membres individuels ainsi que ceux d'autres mouvements de jeunes seront mieux informés sur les ODD et sur la politique générale de développement durable, chacun pourra servir d'élément catalyseur de la diffusion des connaissances et de la compréhension.

Voici des suggestions d'actions pouvant être mises en place afin de renforcer les capacités des membres, des autres jeunes et des personnes au sein de votre communauté :

1. Lors des réunions MIEC ou d'autres organisations de jeunesse avec lesquelles vous travaillez ; organisez une session ou une discussion portant sur les ODD et autres cadres de développement durable comme le Nouveau Programme pour les Villes (résultat du processus Habitat III sur le Développement Urbain Durable).
2. Participez au travail de MGCY ONU et encouragez les autres membres à faire de même, de préférence en coordination avec les mouvements nationaux, les responsables régionaux et l'Équipe Internationale MIEC.
3. Communiquez avec l'Équipe Internationale et l'Équipe de Défense de MIEC aux Nations Unies pour en apprendre davantage sur les cadres de politique de développement durable, à savoir le Programme de dé-

veloppement durable à l'horizon 2030, le Nouveau Programme pour les Villes, le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, etc.

4. Utilisez les réseaux sociaux, vos interactions quotidiennes et votre vie professionnelle pour parler des ODD.
5. Découvrez les efforts faits par votre pays, votre ville et votre communauté autour de la mise en œuvre des ODD et autres cadres et participez aux plaidoyers liés à cette entreprise essentielle. L'Équipe Internationale et l'Équipe de Défense de MIEC à l'ONU ainsi que MGCY ONU peuvent être des sources d'informations utiles sur la manière de communiquer avec un gouvernement et autres parties intéressées.
6. Effectuez des changements de style de vie qui reflètent votre engagement pour le développement durable. Concertez-vous avec l'Équipe Internationale MIEC sur cette question, car celle-ci a organisé une campagne autour de ce sujet.

Chaque jour, chaque rencontre, chaque publication sur les réseaux sociaux offre la possibilité à un jeune passionné de promouvoir le développement durable, d'agir comme le représentant d'un avenir meilleur. Pour MIEC, un mouvement de jeunesse plus ancien que les Nations Unies elles-mêmes, il est essentiel que ses membres soient des agents de la justice sociale et environnementale. Ce n'est pas par hasard que le Pape François a publié son encyclique *Laudato si'* en 2015 alors que les négociations des ODD atteignaient leur point culminant. Le développement humain et la justice pour tous dépendent d'une planète forte, saine et solide. Il incombe aux membres du MIEC non seulement de comprendre les liens entre les personnes et notre planète, mais aussi d'agir selon cette compréhension et de vivre leur vie conformément à leurs valeurs. C'est à nous tous que revient la tâche de faire passer les ODD au peuple.

Christopher Dekki (Etats Unies)

Leader de l'équipe de plaidoyer du MIEC aux Nations Unies



Qualité" dans les institutions d'éducation tertiaire?

Une contribution philosophique

Réfléchir au concept de qualité dans le contexte de l'enseignement supérieur revient à réfléchir à une meilleure concurrence entre les pays et leurs universités respectives. Cette amélioration est visible dans les classements, les cadres multilatéraux tels que l'Espace européen de l'enseignement supérieur (souvent appelé Processus de Bologne), les initiatives d'excellence (ce qui est le cas pour les universités allemandes), les luttes pour les fonds tiers, etc. L'indicateur de compétitivité d'une université est principalement les services qu'elle propose. Par conséquent, la qualité de l'éducation supérieure de troisième cycle est elle-même largement perçue comme concurrentielle. Dans ces conditions, elle est considérée comme quelque chose de mesurable ou quantifiable ou du moins comme quelque chose de visible ou observable. Compte tenu de ces observations, tous les acteurs de l'éducation supérieure de troisième cycle ont tendance à oublier ce que signifie réellement la notion de « qualité ». Les réflexions suivantes se veulent être des propositions d'orientation sur la (mé)connaissance de cette notion de qualité ; trop souvent négligée dans la gestion quotidienne de l'enseignement supérieur ou dans les discours à ce sujet.

La qualité (du Latin *qualis*) renvoie principalement à l'état d'une chose, à « comment » celle-ci est. Il est intéressant de noter que, dans ce sens strict du terme, la « qualité » n'implique aucun jugement de valeur, à savoir si cette chose est « bonne » ou « compétitive ». Ce sens du mot « qualité » nous oblige à nous poser la question suivante : comment est-il possible de quantifier l'état d'une chose, i.e. comment celle-ci est ? Mais alors pourquoi percevons-nous souvent (à travers nos concepts et en particulier ceux qui renvoient à l'éducation supérieure) la qualité comme quelque chose de mesurable et de quantifiable ? Cela est très probablement dû aux cadres de quantification (traditionnellement très formalisés et normalisés) sur lesquels notre système éducatif s'appuie en pratique : les systèmes éducatifs du monde entier (du premier au troisième cycle) sont largement façonnés par des mesures de contrôle et de sélection, telles que des tests, des examens, des notes, ou même (comme le dit le philosophe français Michel Foucault) des systèmes de récompense et de châtiement. De nos jours, faire partie d'un système éducatif ne veut plus dire que nous sommes les maîtres de notre développement personnel, mais plutôt que nous sommes gérés par le système qui prévaut sur nous. Être l'objet de sa propre éducation ne signifie plus soumettre ou maîtriser un domaine d'intérêt ou de compétence (si bien décrit par le terme allemand « *Bildung* »), mais au contraire être soumis et

écrasé par un appareil soi-disant indispensable. En retour, les formes concrètes de cette soumission sont nos formes habituelles de quantification et d'objectivation, telles que susmentionnées : tests normalisés, examens, notes, etc. Par conséquent, une personne qui souhaiterait suivre une formation ne sera pas seulement soumise à un système, mais elle sera aussi réduite à l'état de simple objet à cause des mesures systémiques. Puisque les chrétiens croient que l'Homme a été créé à l'image de Dieu (cf. Gen 1 : 26f, 5 : 1 ; 9 : 6), le fait d'être soumis et traité comme simple objet se trouve en contradiction totale avec la foi chrétienne.

Quels moyens concrets pourraient nous permettre de surmonter ces conditions moins que satisfaisantes ? À cause des bases historiques sur lesquelles nos systèmes éducatifs sont fondés (y compris les dons des Églises), la possibilité de transformer la structure insuffisante du système éducatif de troisième cycle paraît aujourd'hui improbable. Cette transformation doit partir des acteurs individuels de l'enseignement supérieur. Alors qu'ils sont perçus comme étant superficiels ou banals, les divers systèmes éducatifs possèdent de manière intrinsèque les conditions idéales permettant une approche individuelle de ce type. Tirant nos conclusions de la manière dont l'éducation supérieure est souvent perçue, il est évident que tous les acteurs de cette éducation (de l'étudiant au professeur) sont exposés aux conditions liées à tout système éducatif. Plus généralement, c'est le secteur entier qui est lui-même objectivé, et donc soumis à la quantification. Cette quantification croissante possède une conséquence logique, tout en étant un avantage majeur : elle rend ce type d'éducation calculable, prévisible et donc plutôt simple. En d'autres termes, la quantification de l'éducation de troisième cycle offre l'opportunité de suivre facilement d'autres routes autour, plutôt qu'à l'intérieur du système. Parmi ces autres routes (idéalement plus complexes ou tout du moins représentant un défi plus important) se trouvent différentes formes d'éducation en autonomie visant un vrai développement de la personnalité. Pourtant, le fait de fonctionner autour du système éducatif revient à pénétrer dans le milieu imprévisible de l'éducation informelle. Et cela veut dire beaucoup d'efforts et d'initiatives personnelles. Cependant, le fait de partager ce fardeau peut rendre ce chemin informel plus praticable. C'est pourquoi les initiatives concertées entre étudiants telles que la MIEC prennent de plus en plus d'importance. Une fois ses propres aspirations à l'éducation informelle comprises comme étant un complément à l'éducation formelle ainsi qu'une réponse chrétienne au développement du secteur de l'éducation, les initiatives communes nous aident à parvenir à cette même réponse chrétienne.

Johannes Maximilian Nießen (Allemagne)

Ancien coordinateur de la JECI-MIEC (Europe)

Références :

Curaj, Adrian/ Scott, Peter/ Vlasceanu, Lazăr/ Wilson, Lesley (Éd.) : L'enseignement supérieur européen à la croisée des chemins. Entre le Processus de Bologne et les réformes nationales. 2 Volumes, Dordrecht – Heidelberg – New York – Londres : Springer 2012.

Foucault, Michel : Surveiller et punir : Naissance de la prison, Paris : Gallimard 1975.

La Bible.



L'éducation à l'époque du Néolibéralisme

Comme l'explique l'universitaire américain William Deresiewicz : «le but véritable de l'éducation, c'est de former des esprits, pas des carrières». Cependant, compte tenu des réalités contemporaines, cette citation ne semble pas correspondre au système éducatif que nous connaissons aujourd'hui. Le système actuel serait mieux décrit par le contraire de cette citation : «le but véritable de l'éducation, c'est de former des carrières, pas des esprits». William Deresiewicz ne serait-il qu'un utopiste rêvant d'un système éducatif plus qu'idéaliste : irréalisable ; un système qui n'aurait jamais existé et qui ne servirait à personne ? Je crois personnellement qu'il s'agit du contraire. Deresiewicz traite du système éducatif pratique qui a construit la vie des Hommes d'une manière qui était «saine» pour toute forme de vie sur Terre, avant que quelque chose ne l'altère. Ce quelque chose, c'est le *Néolibéralisme*, l'idéologie qui domine tous les aspects de notre vie y compris l'éducation ; sans que nous en ayons même connaissance. Le Néolibéralisme a d'ailleurs joué un rôle primordial dans toutes les catastrophes mondiales récentes, telles que la crise financière de 2008, la délocalisation de la richesse que nous avons apprise dans les fameux « documents panaméens » (*Panama papers*), le changement climatique, la dégénérescence des programmes de santé publique, etc.

Mais quel est donc ce concept si puissant et pourtant invisible ? Il renvoie principalement au renouveau d'une idée datant du XIX^e siècle, remise au goût du XX^e siècle, en relation avec la notion de « laissez-faire ». Celle-ci inclut notamment de vastes politiques de libéralisation économique telles que la privatisation, l'austérité fiscale, la déréglementation, le libre-échange et la réduction des dépenses publiques, afin d'accroître le rôle du secteur privé dans l'économie. Comme l'expliquent les auteurs de *For Business Ethics*¹ : «le Néolibéralisme représente une série d'idées nées au milieu, voire à la fin des années 1970 et qui ont ensuite été associées aux politiques économiques de Margaret Thatcher au Royaume-Uni et de Ronald Reagan aux États-Unis, suite à leurs élections respectives en 1979 et 1981.»

Le préfixe «néo» du mot «néolibéralisme» indique qu'il y a quelque chose de nouveau à ce sujet, ce qui suggère qu'il s'agit d'une version mise à jour d'idées plus anciennes sur « l'économie libérale » qui a longtemps soutenu que les marchés devraient être libres d'agir sans l'intervention de l'État. Dans sa version la plus simplifiée, cela signifie «le marché c'est bon, le gouvernement c'est mauvais».

Alors que les philosophes néolibéraux saluent la théorie comme étant le meilleur concept qui a optimisé les libertés individuelles comme la loi naturelle leur permettant de grandir par leurs propres moyens ; en pratique, elle a fonctionné comme un darwinisme social, où le plus fort dicte tout et prend tout. Comme l'avait déclaré l'ancienne Premier ministre britannique Margaret Thatcher : «La société n'existe pas. Il n'y a que des individus, hommes et femmes, et des familles. Et aucun gouvernement ne peut agir, si ce n'est à travers les gens, et les gens doivent d'abord s'occuper d'eux-mêmes.»² Voyant la concurrence comme la caractéristique déterminante des relations humaines, le néolibéralisme a redéfini les citoyens comme des consommateurs.

En ce qui concerne l'éducation, la redéfinition des étudiants comme des consommateurs et des établissements scolaires comme des marchés en plein essor a déjà engendré d'innombrables problèmes dans de nombreux pays. Ces processus de redéfinition ont été aussi honteux que ceux des autres domaines. Il existe d'innombrables exemples de crimes odieux commis par les néolibéraux pour garantir ces «marchés en plein essor». La façon dont ils ont altéré l'ensemble du système scolaire de la Nouvelle-Orléans, aux États-Unis après l'ouragan Katrina en 2005, est l'un de ces exemples. Dans son livre *Shock Doctrine* (La Stratégie du choc) Naomi Klein raconte le remplacement de l'ensemble du système d'éducation publique de la Nouvelle-Orléans par les «Charter schools», ces nouvelles écoles financées par des fonds publics, mais dirigées par des entités privées selon leurs règles. Klein qualifie ce phénomène de «capitalisme du désastre». Trois mois après le passage de l'ouragan Katrina, le philosophe néolibéral Milton Friedman écrivait dans le *Wall Street Journal* : «La plupart des écoles de la Nouvelle-Orléans sont en ruines, tout comme les foyers des enfants qui les ont fréquentées. Ces enfants sont maintenant dispersés dans tout le pays. C'est une tragédie. C'est aussi l'occasion de réformer le système éducatif en profondeur.» Et la réforme ne se fit pas attendre. En fait, l'une des premières actions de l'État, prise seulement trois semaines après la tempête, fut de licencier tous les enseignants syndiqués, de dissoudre le conseil scolaire et de placer les écoles sous administration judiciaire à Baton Rouge, supprimant ainsi la responsabilité de la communauté et brisant les Enseignants Unis de la Nouvelle-Orléans. Margaret Spelling, Secrétaire à l'Éducation sous Bush, avait versé 24 millions de dollars dans la Nouvelle-Orléans ; somme qui se retrouva presque intégralement entre les mains des *Charter Schools* privées³. «En 19 mois, la plupart des résidents défavorisés de la ville étant encore en exil,

1. Campbell Jones, Martin Parker, Rene Ten Bos (2005). *For Business Ethics*. Routledge. ISBN 0415311357. p. 100:

2. *Women's Own magazine*, 31/10/1987

3. Entretien avec Michael Molina, « La privatisation et la solution Katrina », dans *Socialist Worker* 28/05/2008.

4. Naomi Klein, *The Shock Doctrine* (New York: Metropolitan Books, 2007), 5.

le système scolaire public de la Nouvelle-Orléans avaient été presque complètement remplacés par des écoles privées. Avant l'ouragan Katrina, le conseil scolaire avait dirigé 123 écoles publiques. Maintenant, il en dirigeait seulement 4. Avant la tempête, il y avait 7 écoles privées dans la ville. Désormais, il y en avait 31. Les enseignants syndiqués de la Nouvelle-Orléans (soit 4 700 membres), autrefois représentés par un syndicat fort, avaient tous été limogés, et leur convention collective abolie. Quelques jeunes enseignants avaient été embauchés à nouveau par les nouvelles *Charter Schools* ; mais la plupart ne l'ont pas été». Actuellement, plus de 90 % des élèves des écoles publiques de la Nouvelle-Orléans fréquentent une *Charter School* ; beaucoup plus que dans n'importe quelle autre ville américaine⁵.

Le souci, c'est que ce problème ne se rencontre pas qu'en Amérique. La petite île-nation du Sri Lanka, qui possédait un système d'éducation publique depuis 1947 (depuis l'indépendance des colons britanniques), tente également de privatiser son système éducatif depuis les années 80 ; après l'ouverture de son économie et ses multiples gouvernements soutenus par les États-Unis. Étant donné que l'éducation n'est concentrée que sur des domaines ayant une valeur marchande, la plupart des matières littéraires et sociales ont été abandonnées, et leurs financements réduits. Alors que les cours d'art et de sciences humaines se vidaient de leurs élèves, la demande pour les cursus d'ingénierie, de médecine, de finance et d'autres sujets « commercialisables » croissait, donnant ainsi naissance à la nouvelle industrie des cours privés. On retrouve ce mépris pour les sujets philosophiques qui encouragent pourtant la pensée critique et les émotions dans une pièce de théâtre des années 80 appelée GURU THARUWA (Maître [étoile] polaire). Dans l'extrait de dialogue ci-dessous, le professeur de mathématiques pose une question « humiliante » au professeur de littérature : « *Si vous apprenez la poterie, vous pouvez au moins fabriquer un pot. Si vous apprenez quelque chose comme l'éducation physique au moins, vous pouvez garder votre colonne vertébrale droite. Mais quelle est l'utilité de la littérature ?* » Le professeur de littérature répond : « *L'utilité de la littérature ? C'est de savoir si vous devriez remplir cette poterie sur cette colonne vertébrale droite avec de l'or ou avec des excréments.* » Bien que les tentatives d'abolir les cursus de sciences sociales aient été un triste succès, les efforts mis en place pour établir des collèges médicaux privés ont parfois échoué en raison d'un fort activisme étudiant, mais malheureusement aussi au prix de la vie de bon nombre d'entre eux. Et c'est ainsi qu'en 2008, un collège de médecine privé nommé SAITM⁶ fut créé : de manière illégale et au milieu des manifestations continues des étudiants, mais avec le plein soutien du gouvernement. Et bien qu'il ait été démontré à plusieurs reprises que la création du collège médical privé a violé de nombreuses réglementations et normes, le gouvernement est déterminé à gagner la bataille coûte que coûte, afin « d'ouvrir l'écluse » et de permettre à ces établissements privés d'inonder le marché.

Les forces gouvernementales ont déjà été soupçonnées de plusieurs meurtres de militants étudiants de première ligne. Ironiquement, le gouvernement a ouvert la voie à l'établissement du collège de médecine privée avec le but bienveillant de « résoudre la question du manque de médecins et du manque de collèges de médecine », alors qu'il avait pourtant complètement négligé la nouvelle faculté de médecine nationale de l'Université de Rajarata, manquant ainsi à de nombreuses ordonnances du tribunal suprême. De plus, les salaires minimes de l'université publique ont encouragé de nombreux universitaires à rejoindre les instituts d'éducation privés pour vivre de manière décente au sein d'une île frappée par la pauvreté⁷. Le gouvernement et ses maîtres capitalistes attendent depuis longtemps la mort « naturelle » du système éducatif gratuit pour pouvoir réduire les fonds publics tout en encourageant la création d'instituts privés. Dans le monde entier, il existe d'innombrables exemples d'efforts d'affaiblissement des systèmes d'éducation publique existants et pourtant respectueux des citoyens, qui visent à les privatiser au profit d'une poignée d'individus. Comme l'a dit le professeur Noam Chomsky : « arrêtez le financement, faites en sorte que cela ne fonctionne plus, ainsi les gens se fâchent et alors vous cédez au capital privé. Voici la méthode courante de privatisation ».

Les structures du péché

Le pape Jean-Paul II a expliqué l'idée du péché structurel de la manière suivante : « quand l'Église parle de situations de péché ou quand elle dénonce comme péchés sociaux certaines situations ou certains comportements collectifs de groupes sociaux plus ou moins étendus, ou même l'attitude de nations entières et de blocs de nations ; l'Église sait et proclame que ces cas de péché social sont le fruit, l'accumulation et la concentration de nombreux péchés personnels. Il s'agit de péchés tout à fait personnels de la part de ceux qui suscitent ou favorisent l'iniquité, voire l'exploitent ; de la part de ceux qui, bien que disposant du pouvoir de faire quelque chose pour éviter, éliminer ou au moins limiter certains maux sociaux, omettent de le faire par incurie, par peur et complaisance devant la loi du silence, par complaisance masquée ou par indifférence ; de la part de ceux qui cherchent refuge dans la prétendue impossibilité de changer le monde ; et aussi de la part de ceux qui veulent s'épargner l'effort ou le sacrifice en prenant prétexte de motifs d'ordre supérieur. Les vraies responsabilités sont donc celles des personnes. »⁸

5. <http://www.forbes.com/sites/realspin/2015/09/09/hurricane-katrina-washed-away-the-public-school-system-and-new-orleans-built-it-back-up-with-charter-schools/#147463aa4680>

6. *Institut sud-asiatique de technologie et de médecine (The South Asian Institute of Technology and Medicine)*

7. <http://www.sundaytimes.lk/140921/news/undernourished-state-unis-no-match-for-private-unis-in-attracting-academics-119038.html>

8. Exhortation apostolique *Reconciliatio et Paenitentia*, Saint Jean-Paul II

Le pape a particulièrement condamné le néolibéralisme comme péché social qui crie vers les Cieux. « Dans de nombreux pays américains domine toujours plus un système connu comme "néolibéralisme" ; ce système, faisant référence à une conception économique de l'homme, considère le profit et les lois du marché comme des paramètres absolus au détriment de la dignité et du respect de la personne et du peuple. Il a parfois évolué vers une justification idéologique de certaines attitudes et de certaines façons de faire dans le domaine social et politique qui provoquent l'exclusion des plus faibles. En réalité, les pauvres sont toujours plus nombreux, victimes de politiques déterminées et de structures souvent injustes. »⁹

Tandis que seuls les Hommes sont capables de pêcher, les structures sociales, les procédés et les institutions peuvent influencer et conditionner les personnes au péché. En tant que catholiques on attend de nous que nous nous dressions face au péché et aux structures honteuses qui ne laissent pas d'autre choix que celui d'exploiter nos confrères. Donc si quelqu'un pense que le fait de reconnaître et de s'opposer à toute l'idéologie néolibérale et à ses actions devrait être l'une de nos principales pratiques de foi, je crois que nous sommes sur la bonne voie vers le bien collectif.

Pour conclure, j'aimerais citer une dernière personne. Ce poème est apparu pour la première fois dans un rapport commun entre l'UNESCO et l'UNICEF : « Une approche de l'éducation pour tous fondée sur les droits de l'homme ».

Ravi Tissera (Sri Lanka)

Asia Pacific IMCS Pax Romana Regional Coordinator

Mon droit d'apprendre

Je n'ai pas à gagner
Le droit d'apprendre.
Il est à moi.

Et si du fait
De lois fautives
Et d'erreurs de conception,
Et de bien trop d'endroits où
Bien trop de gens encore n'en font guère de cas
Si pour tout cela, et pour d'autres raisons encore,
Pour moi, la porte de la classe,
Avec quelqu'un qui puisse m'enseigner,
N'est pas encore à ma portée,
Pas encore en vue,
Ces torts ne m'enlèvent pas mon droit.

Alors, me voilà. Moi aussi,
Je suis l'un d'entre vous
Et par la grâce de Dieu,
Et par la vôtre, je trouverai ma place.

Nous ne nous connaissons pas.
Vous ne me connaissez pas encore
Et ainsi
Vous ne savez pas encore
Que je peux vous donner beaucoup en retour.
Mon nom est : avenir
Et voici tout ce que je demande :
Mon droit d'apprendre.

PAR ROBERT PROUTY



Les étudiants de l'enseignement supérieur deviendraient-ils indifférents?

Cela fait déjà un moment que je souhaite partager mon expérience de jeune intellectuel catholique. J'aimerais me concentrer sur les derniers développements en ce qui concerne les étudiants catholiques de l'enseignement supérieur. L'élève catholique serait-il en train de se désintéresser de l'actualité ?

Tout d'abord, il est important de comprendre que j'écris principalement à partir de mon expérience personnelle des intellectuels de l'enseignement supérieur. Je ne voudrais pas que l'on s'imagine que, simplement parce que je parle d'étudiants catholiques, ceux-ci représentent la majorité des élèves présents sur les campus ; car cela pourrait nous induire en erreur.

Étant donné que je travaille depuis deux ans comme coordinateur panafricain pour la branche MIEC Afrique, j'ai pu interagir avec des étudiants catholiques venus de pratiquement tous les coins du continent africain et au-delà.

Et voici ce que j'en ai déduit : on dirait bien que nous avons été enfermés dans des « moules à penser le monde » traditionnels ; entièrement dévoués aux paradigmes existants et, plus récemment, nous avons été tellement préoccupés par la méthodologie et la technique, que nous en avons oublié l'inégalité grandissante qui se creuse entre les sujets propres à notre région géographique et les intérêts changeants de la société.

Je ne blâmerais pas uniquement les élèves pour se désintéresser de l'actualité, car le système éducatif africain est tout à fait centré sur les examens ; le but étant de produire une main-d'œuvre servile et d'obtenir les compétences de base nécessaires pour effectuer le travail, aux dépens du développement de la conscience d'un être humain.

J'ai déjà tenté de parler des ODD (Objectifs de développement durable) à des étudiants universitaires MIEC, mais je me suis vite rendu compte que je me parlais plus à moi-même, et je dois dire que cela m'a perturbé. A priori, tous ces élèves possédaient un smartphone. Il est évident que dans une ère moderne de technologies de l'information si avancée que la nôtre, il devrait être relativement aisé pour un étudiant de trouver des informations sur les ODD. Les causes d'une telle indifférence m'échappent encore.

Nous venons tous de zones géographiques et politiques différentes. Certains ont toujours connu la guerre et l'instabilité, d'autres au contraire ont toujours connu la tranquillité. Le moins qu'une personne puisse faire est de se montrer solidaire avec les victimes de guerre et d'autres injustices. Cependant récemment, les étudiants catholiques d'Afrique

ont eu tendance à garder leurs distances, supposément parce qu'une telle action de solidarité serait perçue comme ayant un penchant politique. En outre, depuis que cela se produit à l'étranger, une nouvelle méthode a été trouvée pour éviter d'attirer l'attention sur des actions de solidarité potentielles (marches de la paix, déclarations publiques, etc.) : prier pour les victimes. Très bien ! Mais est-ce vraiment tout ce dont nous sommes capables ? Prier ?

J'ai ensuite pensé que nous devrions présenter à nouveau le mouvement MIEC Pax Romana à tous ses membres.

MIEC affirme être un mouvement de jeunes, dont les membres contribuent à une tâche commune : la conscientisation des jeunes et la participation des universités à la lutte mondiale pour une transformation sociale, en collaboration avec d'autres forces sociales, impliquées dans le même combat. MIEC se définit aussi comme une mission évangélistique basée sur l'expérience des étudiants du monde. L'évangélisation ce n'est pas recruter de nouveaux membres pour le mouvement, mais bien aider le milieu à prendre conscience de sa responsabilité de contribuer à cette transformation sociale.

Je crois que c'est ce que devraient faire les étudiants de MIEC, guidés par la méthodologie « Réflexion-action-Réflexion ».

PATRICK OCHIBA (Kenya)

Coordinateur du MIEC Afrique



L'éducation comme progrès social

L'éducation est un outil puissant permettant le changement, à la fois personnel et social. Pas étonnant qu'un grand philosophe contemporain comme Francis Bacon ait déclaré que «la connaissance, c'est le pouvoir.» C'est un processus de partage de la connaissance qui doit conduire à l'amélioration de la condition humaine. Mais alors, pourquoi notre monde souffre-t-il autant? Tout comme se lamentait le prophète Osée : «Mon peuple est détruit, parce qu'il lui manque la connaissance» (Osée 4:5). Que les morales divines soient piétinées afin d'atteindre des désirs égoïstes au détriment de la vie et des ambitions des personnes défavorisées.

Le progrès social est un phénomène contesté puisqu'il ne possède aucune définition qui soit acceptée par la communauté scientifique dans son entité. Cependant, dans le contexte de cet article, il s'agit de la transformation des systèmes, des structures, des comportements et des normes sociales, qui correspondent aux coutumes des saintes Écritures, telles que consacrées dans la Bible et inspirées par le Créateur de l'Univers, notre Dieu.

L'éducation telle que décrite dans l'introduction est un outil puissant qui influence de nombreux aspects de notre vie : sociaux, politiques, scientifiques, technologiques ; ainsi que notre vie religieuse. Ces aspects sont également des aspects de progrès social. L'éducation joue cinq (5) rôles qui perpétuent la valeur éternelle :

- Promouvoir la capacité à accueillir le changement social,
- Transmettre et transformer la culture,
- Enrichir les domaines de connaissance ; une connaissance pratique et productive,
- Permettre une meilleure compréhension et des conseils de gestion, etc.

- Créativité personnelle, discernement et responsabilisation.

Par conséquent, nous pouvons répéter avec vigueur que l'éducation est cruciale pour notre société si nous voulons réellement améliorer nos modes de vie. Quels sont les facteurs qui affectent le progrès social ?

Il existe de nombreux facteurs qui influencent le progrès social :

- des facteurs culturels,
- des facteurs environnementaux
- des facteurs de migration,
- la diffusion de la culture, etc.

Il existe également de nombreux obstacles au progrès social : les croyances superstitieuses, la religion, la peur, l'isolement, le fanatisme culturel, etc. L'éducation influence tous ces facteurs. Elle constitue donc un instrument clé permettant le progrès social.

Notre monde est désormais confronté à une crise de l'éducation. La qualité de cette dernière a diminué et la plupart des étudiants sont plus intéressés par leurs notes que par la recherche de connaissances. Il en va de même pour les professeurs. En effet, ceux-ci n'enseignent ni plus avec passion ni pour le bien-être de la société, mais plutôt pour survivre. Les résultats de cette crise sont évidents dans la manière de vivre des jeunes et même des personnes plus âgées au sein de notre société. Toutes les valeurs que l'éducation incarne s'effondrent et cela affecte vraiment notre société. Si l'éducation est en crise, alors notre société est aussi en crise. Afin de relever ces défis, chaque pays avec le soutien de l'Église et d'autres organisations (gouvernementales et non gouvernementales) doit faire au mieux pour réformer son système éducatif. Au Ghana, de nombreuses églises répondant de l'Église catholique jouent un rôle prépondérant en favorisant les écoles et les universités catholiques.

L'éducation comme instrument de progrès social est largement reconnue quant au rôle qu'elle joue dans notre société. Cependant, il est impératif pour nous de se rendre compte que notre système éducatif est en crise et qu'il doit être réformé. Le MIEC Pax Romana au Ghana a pour objectif de favoriser l'apostolat des étudiants ghanéens de l'enseignement supérieur, en mettant l'accent sur leurs responsabilités dans la vie et la mission de l'église et dans le monde.

Ceci afin d'approfondir notre expérience de la foi chrétienne vécue par l'engagement, et afin de communiquer cette foi aux étudiants en présentant de manière pratique la crucifixion, la résurrection et l'ascension de Jésus-Christ à ceux qui ne croient pas ; pour finalement promouvoir la Justice, notion cruciale pour la transformation de notre société. La Fédération ghanéenne joue un rôle important dans le système éducatif en organisant des formations dédiées aux étudiants, en vue de leur donner des bases solides pour la vie. Le pays fait aussi bien d'organiser des cours en fin de semaine pour les lycéens dans les matières principales telles que les mathématiques, l'Anglais, les technologies de l'information et de la communication et la science intégrée. La Fédération ghanéenne doit continuer sur cet axe, établissant ainsi un plan d'action quadriennal qui devrait augmenter le taux de fréquentation des collèges secondaires de deuxième cycle où travaillent nos frères et sœurs ; en particulier dans les régions rurales, afin de s'inspirer positivement du changement social général. Grâce à de tels efforts, nous nous attendons un jour à gérer et à réformer notre système éducatif.

Nous concluons en déclarant qu'une éducation transversale à tous les aspects sociaux de la vie humaine avec un emploi à la clé peut augmenter le niveau de scolarisation ; une fois que les étudiants se rendront compte que l'éducation vaut le coup. Gardons à l'esprit que ces jeunes et ces étudiants seront parents et entrepreneurs à leur tour et qu'ils continueront à inculquer les valeurs éducatives qu'ils ont apprises aux générations futures. Le MIEC Pax Romana au Ghana promet de travailler main dans la main avec toutes les parties intéressées pour parvenir à la justice sociale, et à une éducation créatrice de progrès social.

VINCENT DELA GOKA (Ghana)

MIEC PAX ROMANA GHANA FEDERATION

PRESIDENT NATIONAL,



Inégalité d'accès à l'éducation au Bangladesh

L'éducation est l'un des droits fondamentaux des êtres humains. À sa naissance, chaque personne devrait recevoir un accès complet à l'éducation. Cependant, ceci n'est pas la réalité de notre monde. La réalité, c'est qu'il existe des inégalités importantes en termes d'éducation. Seulement une partie de la population a l'avantage d'avoir reçu une éducation et de mener une vie prospère ; tandis qu'une autre partie se trouve défavorisée et souffre d'analphabétisme et de pauvreté. Il est regrettable que nous soyons confrontés à cette situation au XXI^e siècle, alors que le monde se développe jour après jour.

Aujourd'hui, l'éducation est nécessaire pour progresser. Il est aussi essentiel de communiquer avec les autres, d'avoir un travail stable, un mode de vie adapté et, surtout, une vie satisfaisante. Les personnes n'ayant pas accès à l'éducation en souffrent forcément, parce qu'aujourd'hui, l'éducation est tout simplement capitale pour mener une vie décente. Ne pas avoir reçu un enseignement adéquat signifie ne pas obtenir d'emploi convenable, et donc, pas d'argent. Ceci est la réalité du monde dans lequel nous vivons. En 2016, 15 millions d'écolières à travers le monde ont quitté l'école et n'ont aucune chance de pouvoir rejoindre le système scolaire. De 1999 à 2012, entre 25 et 95 % des écoliers défavorisés en Tanzanie, au Nigéria, au Pakistan, en Éthiopie, au Mali et au Niger ont quitté le système éducatif. Seulement 3 % des femmes et 17 % des hommes défavorisés vivant en zone rurale ont terminé leurs études secondaires au Nigéria. D'ici à 2030, on estime que seulement 33 % des garçons et 25 % des filles termineront leur enseignement secondaire dans le monde. On comprend donc bien que l'éducation soit en mauvaise passe. Le Bangladesh connaît d'ailleurs une situation similaire : les familles appartenant aux classes moyennes et supérieures ont un accès total à l'éducation ; celles-ci peuvent suivre un enseignement primaire et secondaire pour plus tard obtenir un diplôme dans un domaine privilégié. Mais les écoliers issus des familles des classes inférieures n'ont pas cette possibilité. Ils ne peuvent obtenir un diplôme universitaire à moins d'être très talentueux. De 2008 à 2012, seulement 42,9 % des étudiants et 47 % des étudiantes ont suivi un enseignement secondaire ; tandis que 81,2 % des étudiants et 77,2 % des étudiantes ont suivi un enseignement primaire. Il existe deux causes principales pouvant expliquer cet accès inégal à l'éducation. Le premier facteur est la situation financière des personnes. Celles qui s'en sortent plutôt bien financièrement peuvent continuer leurs études sans aucun problème. Elles peuvent étudier dans des établissements privés dont les tarifs sont plus élevés parce qu'elles n'ont pas à se soucier constamment de leur survie. Mais les personnes qui souffrent constamment de la pauvreté n'ont pas le privilège d'étudier dans ce type d'institutions parce qu'elles n'en ont pas les moyens

Au Bangladesh, certaines personnes vivent en situation d'extrême pauvreté et se nourrissent même avec leurs mains. 13 % de notre population vit sous le seuil de pauvreté, avec moins de 2 USD par jour. En 2016, le niveau de pauvreté a chuté pour atteindre 12,9 %. Plus tôt, celui-ci avait diminué de 44,2 % en 1991, à 18,5 % en 2010. Par conséquent, ces 13 % de ces personnes très défavorisées doivent toujours réfléchir à la manière de satisfaire leurs besoins quotidiens. Pour elles, l'éducation est un luxe. Le seul moyen que ces populations ont de suivre un enseignement est d'étudier dans une école publique. Il est donc évident que la situation financière d'une personne influence son accès à l'éducation. La deuxième cause de cette inégalité est le nombre insuffisant d'écoles, de collèges et d'universités au Bangladesh. Chaque jour, le nombre d'étudiants augmente rapidement, parce que les habitants s'inquiètent de l'éducation. Pourtant, le nombre d'écoles n'augmente pas aussi rapidement que le nombre d'élèves. Il y a environ 80 397 écoles primaires; 18 500 écoles secondaires; 3 150 collèges (11 et 12 classes) et 120 universités. Parmi ces 120 universités, seulement 37 sont dirigées par le gouvernement. Les autres 80 sont privées et 3 sont internationales. Il y a également 13 406 «Madrassah» (écoles) où les élèves peuvent suivre une formation supérieure en arabe. De plus, il existe 12 instituts polytechniques où obtenir des diplômes et autres formations. Pourtant, le nombre d'étudiants dépasse toujours la capacité des institutions. Selon les données les plus récentes, le Bangladesh compterait 157,9 millions d'habitants. On peut donc facilement imaginer que tous les étudiants n'ont pas la chance de recevoir une éducation de qualité. Plus d'établissements doivent être créés pour assurer une éducation de meilleure qualité et d'en améliorer l'accès.

Nous avons tous beaucoup de chance d'avoir pu suivre des études supérieures. C'est pourquoi nous devrions essayer de faire quelque chose pour les personnes défavorisées à qui l'occasion d'éclaircir leur vie manque parfois. En tant que mouvement international, le MIEC peut sensibiliser les personnes à la valeur de l'éducation. Nous pouvons par exemple tenter de gérer des bourses d'études pour les élèves méritants qui n'auraient pas les moyens financiers adaptés. Nous pouvons aussi enseigner aux enfants de nos villes et villages. Bien entendu, il nous est difficile d'agir au-delà de nos moyens. Mais qui ne tente rien n'a rien. Encore une fois, l'éducation est un droit fondamental. La situation n'est certes pas parfaite, mais si nous pouvons faire un pas vers la perfection, ce sera un véritable succès.

Références :

1. Wikipédia
2. Résumé sur l'égalité entre les sexes, UNESCO, 2016
3. Rapport national EPT 2015, Bangladesh
4. Site internet du Bureau de l'Information sur l'éducation et des Statistiques du Bangladesh
5. Rapport sur l'enseignement international de l'UNICEF

Disha Gomez (Bangladesh)

Mouvement des étudiants Catholiques du Bangladesh



Le cercle vicieux : Un enseignement qui entretient des « suiveurs » et non des « penseurs »

Quand j'ai eu terminé le lycée et eu été acceptée à la faculté de droit de l'Université du Zimbabwe, j'espérais pouvoir développer et approfondir l'esprit critique que nous avaient transmis nos professeurs d'histoire et de littérature au lycée. Pourtant, les quatre années qui s'en suivirent à la faculté de droit furent une désillusion pour moi. Parfois, je me dis que ces idées que les lycéens se font de l'université et de la pensée philosophique que l'on y développe ne sont en réalité que les rêves d'une adolescente influençable.

Après avoir achevé ces quatre années à la faculté de droit, j'ai donc obtenu mon diplôme, et je me suis retrouvée à errer les rues en quête d'un emploi, sur un marché du travail inexistant. Avec pour seuls compagnons mon diplôme, et l'idée que cela serait suffisant. C'est après six mois d'errance continue dans le « quartier des affaires » que la réalité m'a frappée de plein fouet : je connaissais à présent la plupart des secrétaires juridiques de la ville, et j'étais pourtant toujours sans emploi. Une chose était sûre : le monde n'était pas toujours chaleureux, et il n'avait que faire d'une jeune diplômée sans expérience. J'avais été trompée par mes professeurs, mes parents et ma communauté. On m'avait seulement appris à répéter la loi telle qu'écrite dans les textes afin d'obtenir de bonnes notes, pour soi-disant ensuite avoir la garantie d'un emploi stable. C'était un mensonge : le monde avait depuis longtemps dépassé la notation scolaire comme étant une marque d'intelligence ou de connaissance.

Tandis que j'arpentais les rues du quartier des affaires en me disant que j'avais besoin d'un plan B, je ne cessais de rencontrer mes anciens camarades, CV en main, errant dans les mêmes rues que moi, sans plus de résultats, espérant toujours que leur bonne fortune leur sourirait un jour.

Puis je me suis rendu compte que cette stratégie ne fonctionnerait pas, que j'avais besoin de me ressaisir et vite, si je voulais gagner ma vie et survivre dans la jungle urbaine que peut être la ville d'Harare. Il était temps de me déprogrammer, d'oublier tout ce que j'avais appris à l'université, c'est-à-dire que le travail d'un avocat consiste à se rendre à la cour et à défendre à la fois les coupables et les innocents.

Finalement, je dois mon salut au bénévolat : j'ai commencé à travailler pour une Organisation à but non lucratif en tant qu'administratrice de programmes. Je n'avais pas la moindre idée de ce en quoi ce nouveau travail consistait. Mais si les jours passés à errer dans le quartier des affaires m'avaient appris quelque chose, c'est bien qu'il faut parfois penser au-delà des idées préconçues, de la « formation juridique » par exemple. Il me fallait acquérir de nouvelles compétences en apprenant à partir d'internet ainsi que des personnes autour de moi. Je suis finalement parvenue à gérer un projet sans expérience préalable, une fois que j'ai compris qu'il y avait eu une vie avant la faculté, et qu'il y en aurait une après.

Mon expérience personnelle m'a ouvert les yeux et m'a fait voir que le système universitaire de mon pays ne promeut pas la pensée critique au-delà de la faculté. Il s'agit d'un système qui récompense ceux qui apprennent par cœur et qui répètent ce qu'ils ont appris, au lieu de penser par eux-mêmes. La limite entre le lycée et les lumières de l'université est brouillée, voire inexistante. Le plus triste dans cette histoire, c'est que les professeurs à l'université ne se rendent même pas compte du tort qu'ils font aux jeunes étudiants malléables. La seule solution à ce triste statu quo serait une réorganisation totale du système scolaire. L'esprit d'entreprise ainsi que la formation professionnelle devraient être au centre de ce système, afin de permettre aux étudiants de s'en sortir par eux-mêmes sans tout attendre d'un bout de papier, d'un diplôme universitaire.

Achievement Dhlakama (Zimbabwe)

Membre de l'équipe de plaidoyer du MIEC aux Nations Unies

Le MIEC et l'éducation pour la durabilité

La formation holistique promue par le mouvement pousse à orienter ses actions à travers de nombreuses questions difficiles. La durabilité est l'un de ces sujets clés sur lesquels le mouvement a concentré ses campagnes avant même le lancement des ODD au niveau des Nations Unies.

La publication de Laudato Si et l'engagement des institutions de l'ONU à atteindre des Objectifs durables cruciaux ont offert une fois de plus un bon cadre pour les actions du MIEC Pax Romana.

C'est dans ce contexte que le mouvement a, durant toute l'année dernière mené une campagne sur les styles de vie durables qui ont déjà touché plus de 5 000 jeunes dans plus de 12 pays.

Le MIEC croit que, les solutions institutionnelles ne devraient pas être le seul élément d'action quand il est question de rechercher le meilleur moyen de lutter contre le changement climatique et les autres défis environnementaux. La «conversion écologique» personnelle, telle que soulignée dans Laudato Si devrait interroger chacun de nous afin d'avoir une dynamique mondiale vers une planète durable.

La campagne du MIEC Pax Romana mobilise les jeunes autour de moyens de départ simples et durables qui peuvent contribuer à un monde plus sain. Par la même occasion, il s'agit de sensibiliser les humains autour des attitudes dangereuse qui peuvent constituer une menace pour notre planète.

Dans la même dynamique, le MIEC Pax Romana a lancé cette année une compétition de «court-métrage» sur les styles de vie durables afin de sensibiliser les jeunes générations à l'écologie. Les trois meilleurs films recevront des prix lors de notre Conseil international en Italie (sept 2017).

4 QUALITY
EDUCATION





Nigeria



Benin

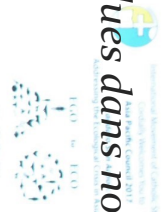


Portugal



India

Les échanges interculturelles sont inclus dans notre pédagogie



Nous contacter!



SECRETARIAT INTERNATIONAL

7 Impasse Reille

75014 Paris, France

Tel: +33 (0) 1.45.44.70.75 -

Fax: +33 (0) 1.42.84.04.53

Website: www.imcs-miec.org

E-mail: office@imcs-miec.org



MIEC Pax Romana



IMCS Pax Romana



Pax Romana IMCS-MIEC



@PaxRomanaIMCS



IMCS-MEDIAS